PÉTITION

LETTRE À MM CHRISTOPHE DUBRULLE, LARS OLOFSSON, JEAN-CHARLES NAOURI, MICHEL-EDOUARD LECLERC

PDG D'AUCHAN, CARREFOUR, CASINO ET E.LECLERC

Citoyen(ne), consommateur(trice), je souhaite être assuré(e) que les vêtements que j'achète sous vos marques propres n'ont pas contribué à l'exploitation de millions d'ouvrier(e)s du secteur textile à travers le monde.
Je trouve intolérable que tant de salariés ne perçoivent pas une rémunération qui leur permette de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Vous ne pouvez prétendre que l'amélioration de ces rémunérations se traduirait par une augmentation importante du prix final de vos produits, au vu de la part infime que représentent les salaires des ouvrier(e)s de la confection dans le coût total d'un produit.
Par ailleurs, je m'inquiète de la fréquente violation du droit d'organisation et de négociation collective dans ces usines, alors que ce droit est reconnu par des conventions internationales.

Aussi je vous demande :

- **De vous assurer que vos fournisseurs et sous traitants versent un salaire décent à leurs ouvrier(e)s.**
  Vous devez en ce sens :
  - **Cesser la pression à la baisse sur les salaires et la course aux délais de production**
  - **Vous assurer que leur droit d'organisation et de négociation collective est respecté**
- **De garantir pour le consommateur une transparence sur les conditions de travail chez vos fournisseurs et sous-traitants, notamment sur le salaire de base des ouvrier(e)s.**

NOM	PRÉNOM	ADRESSE	SIGNATURE

COLLECTIF ÉTHIQUE SUR L'ÉTIQUETTE

Pétition à retourner avant le 31 mars 2010
à Collectif Ethique sur l'étiquette,
4 bvd de la Villette – 75019 Paris.
www.ethique-sur-etiquette.org

Vos cordonnées complètes sont nécessaires pour valider votre signature à la pétition. Leur utilisation est soumise à l'article 27 de la loi Informatique et libertés du 6 janvier 1978. Elles seront réservées à l'usage exclusif du Collectif Ethique sur l'étiquette. Vous pouvez demander leur rectification ou leur suppression en vous adressant au siège du Collectif.